



Monsieur le Sous Directeur,

Le 1^{er} mars, les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO et CFDT ont claqué la porte du groupe de travail sur le projet de réorganisation de l'action sociale au niveau régional en demandant son abandon pur et simple.

Force est de constater que le groupe de travail convoqué ce jour n'apporte aucun élément nouveau de nature à nous rassurer. Au contraire, il confirme le bienfondé de l'inquiétude dont nous vous avons fait part lors de la réunion précédente.

Les documents transmis à l'occasion de ce groupe de travail en sont le reflet.

De plus, les propositions sur cette future organisation avec d'éventuels choix à opérer pour les assistants et les délégués ont déjà été annoncées aux délégations. Vous conviendrez donc que vous avez déjà largement dépassé le stade du projet !

Alors, nous affirmer que rien n'est ficelé et que ce projet fera l'objet d'une large concertation avec les organisations syndicales, relève du mépris ! Vous avez d'ailleurs prévu de réunir tous les présidents de CDAS lors d'une grand'messe le 5 juillet pour leur faire part de vos réformes.

De nombreux CDAS ont été boycottés sur toute la France en signe de protestation. Une pétition circule actuellement auprès des agents et les premières remontées (en période de congés) témoignent de l'attachement des agents à une action sociale ministérielle de proximité.

Les Fédérations ne cautionneront pas le démantèlement de l'action sociale ministérielle, qui plus est lors de groupes de travail transformés en simples chambres d'enregistrement.

Dans ce contexte, nos Fédérations réaffirment le rejet de votre projet qui n'a d'autre but que d'économiser des emplois et de réduire les prestations.

Pour les Fédérations, la condition préalable à notre participation à ce groupe de travail est l'annonce de l'abandon pur et simple de votre projet. Nous attendons votre réponse : oui ou non ?

PARIS le 28 Avril 2011